

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-59

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

La question du jour :

A quelle heure pourra-t-on prendre l'apéritif sur la Canebière ?

Trop de politique

Vous souvient-il de ce qu'on appelait en temps de paix la « mentalité parlementaire » ? Elle était simple et simpliste. S'il se produisait un événement de quelque importance, à l'intérieur ou à l'extérieur, il ne s'agissait pas seulement, et même il ne s'agissait nullement de savoir quelles en pourraient être les conséquences bonnes ou mauvaises, ni dans quelle mesure le pays en profiterait ou en pâtirait. La plupart de nos politiciens professionnels s'en tenaient à se demander : « Comment va s'en trouver le ministère ? Tombera-t-il là-dessus ? »

Ainsi tout devenait un argument pour ou contre le cabinet. Toute la politique française se réduisait à déterminer ses « points de chute ». C'était un petit jeu que les esprits chagrins trouvaient parfois dangereux ; mais en somme, il n'en était que plus amusant...

Qu'est-ce que la guerre y a changé ? Quand j'écoute mes voisins, j'ai bien peur qu'elle n'y ait pas changé grand'chose.

L'autre jour, Gustave Hervé, qui est avec Charles Maurras notre confrère le plus éperdument ministériel, nous confiait à la bonne franquette : « Evidemment, la liberté de la presse est une belle chose, et Anastasie n'est pas toujours bonne fille. Mais Briand est un si bon garçon ! A son bras, Anastasie me paraît infiniment séduisante. D'ailleurs, lui chercher noise serait s'en prendre au cabinet. Et voyez-vous qu'il tombe, le cabinet ? Qu'est-ce qu'on nous mettrait à la place ? Un ministère Clemenceau ? Merci bien ; vite la censure ! »

Voilà comment un journaliste, qui se donne pour un esprit libre, résout présentement une question de principe.

Pendant de telles prémisses, Gustave Hervé n'est pas plus embarrassé pour se faire une opinion que pour en changer.

« Comme c'est commode ! Arrivent les zeppelins. Aussitôt il s'écrie : « Vous trouvez ça embêtant, vous ? Et vous voyez venir. Parions que c'est encore pour embêter le ministère ! Voyons : quand les zeppelins écrabouilleraient chaque nuit trois cents personnes à Paris, la belle affaire ! Allons-nous « gueuler » et tracasser ce « pauvre, sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique » pour cette misérable vétille ? Est-ce que ça le regarde, l'aéronautique ? »

Vous pourriez croire que j'invente. Je cite textuellement :

« Je me demande un peu en quoi le ministre de l'aviation est responsable de ce que le service de surveillance des zeppelins a mal fonctionné !... C'est très joli de venir nous chanter que René Besnard est arrivé à la tête de notre aviation par la politique, sans aucune compétence spéciale le désignant pour cette fonction ! Que dire de la belle politique qui consisterait à le remplacer aujourd'hui qu'il commence à acquérir la compétence qui lui manquait au début, en fermant les yeux pour ne pas voir les résultats qu'il commence à obtenir... »

Hervé, vous avez raison, et nous sommes trop exigeants. — Devons-nous pas de longue date que l'anonymat, l'incompétence et l'irresponsabilité sont les trois principes du régime ? Ne concevons pas le fol espoir qu'un événement quelconque, fût-ce la guerre, puisse le modifier en quoi que ce soit. M. René Besnard est parfaitement à sa place, puisqu'il est d'une incompétence reconnue éclatante, que ses amis font valoir comme son meilleur titre à notre confiance. Du reste, ce jeune avocat est plein de bonne volonté, et il ne demande qu'à apprendre tout ce qu'il ignore. Seulement, il faut lui en laisser le temps : il « commence » déjà à savoir quelque chose. Pour peu que la guerre dure encore seulement une dizaine d'années, vous verrez qu'il finira par devenir un spécialiste consommé.

Cependant, comme Hervé sent lui-même la faiblesse de son plaidoyer, il n'hésite pas à invoquer l'argument suprême : « On démolit le sous-secrétaire d'Etat pour atteindre le gouvernement tout entier, et le remplacer par une nouvelle équipe ministérielle dont le chef de file serait... Clemenceau. »

Voilà le grand mot lâché. Tout plutôt

que Clemenceau ! Périssent la France, pourvu que Clemenceau n'essaie pas de la sauver !

Je ne sais pas s'il en a l'intention, et je n'entends pas comparer ses mérites à ceux de M. Briand. Je ne recherche même point si les dieux tutélaires, tout compte fait, ne nous laissent que le choix entre ces deux hommes. Mais on me permettra de trouver singulière et fâcheusement naïve cette façon de raisonner qui tend à devenir commune.

Nous sommes quelques-uns à nous demander si, à pareille heure, il ne serait pas possible et préférable de poser autrement les questions nationales, sans les ramener perpétuellement au nombre de nos Excellences.

Nous ne sommes ici ni pour, ni contre le cabinet ; nous sommes (j'ai un peu honte de l'écrire) pour la France contre les Boches.

Quand on nous parle des zeppelins, il ne s'agit pas de savoir si le ministre est attaqué ; il s'agit de savoir si Paris est défendu.

Tout le reste est de la politique ; et nous en avons assez.

Gustave Téry

Les Communiqués

15 heures.

Entre l'Avre et l'Aisne, notre artillerie a tiré sur des convois dans la région de la Ferme-sous-Touvent, ainsi que sur un train sortant de Lassigny.

En Argonne, nous avons fait sauter une mine à la cote 285 (Haute Chevauchée).

En Alsace, nos batteries ont fait exploser un dépôt de munitions aux abords d'Orbey (sud-est du Bonhomme).

Dans la région de Sondernach (sud de Munster), les Allemands ont enlevé un de nos postes d'écoute d'où une contre-attaque les a immédiatement chassés.

23 heures.

En Artois, lutte de mines : assez active aux abords de la route de Lille. Le tir de notre artillerie a provoqué trois explosions dans les batteries ennemies de la région de Vimy.

Au nord-ouest de Berry-au-Bac, des troupes allemandes en mouvement ont été surprises par le feu de nos canons.

En Champagne, nous avons bombardé les ouvrages de l'adversaire au nord de Souain.

En Voivre, tir efficace sur deux lance-mines signalés au nord-ouest de Flirey.

En Lorraine, à la cote 425 (est de Senones), nos batteries ont démolí un blockhaus ennemi.

Canonade sur le reste du front.

ARMÉE D'ORIENT

Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février, un zeppelin a lancé plusieurs bombes sur le port et la ville de Salonique. Deux projectiles sont tombés sur la préfecture grecque, un troisième sur la Gaiße générale de la Banque de Salonique, qui a été complètement incendiée. Les autres bombes n'ont causé que peu de dégâts matériels. Le chiffre des victimes dans la population civile est de 11 tués et 15 blessés, auxquels il faut ajouter 2 militaires tués et 1 blessé.

Un avion ennemi a été abattu par un des nôtres entre Topcin et Verria (ouest de Salonique). Les deux aviateurs qui le montaient (un capitaine et un aspirant) ont été faits prisonniers.

Les beautés de la langue boche

Voici une historiette, résumée d'après une gazette de Dresde, et qui atteste les beautés de la langue allemande.

Chez les Hottentots, *Hottentoten*, les kangourous, *Beutelratte*, se trouvent en grand nombre. Beaucoup sont capturés et mis dans des cages, *Kotter*, munies d'une couverture, *Lattengitter*, qui les met à l'abri du mauvais temps. Ces cages s'appellent donc en allemand *Lattengitterkotter*, et le kangourou captif prend le nom de *Lattengitterkotterbeutelratte*.

Un jour, on arrêta un assassin, *Attentäter*, qui avait tué une Hottentote, *Hottentotemutter*, mère de deux enfants hébétés et bégues, *Stottertrottel*. Cette mère, en bon allemand, avait droit au titre de *Hottentotenstottertrottelmutter*, d'où il suit que, de son côté, l'assassin prend le nom de *Hottentotenstottertrottelmutterattentäter*.

Le meurtrier fut enfermé dans une cage à kangourou, *Beutelrattengitterkotter*, d'où il réussit à s'évader. Mais il ne tarda pas à retomber dans les mains d'un Hottentot qui se présenta tout joyeux au chef du district.

— J'ai pris le *Beutelratte*, dit-il.
— Lequel ? fit le juge.

— L'*Attentäterlattengitterkotter*.

— Mais nous en avons plusieurs !

— C'est, acheva à grand-peine le malheureux, l'*Hottentotenstottertrottelmutterattentäter* !

— Alors, vous ne pouviez pas dire tout de suite que vous aviez pris le *Hottentotenstottertrottelmutterattentäterlattengitterkotterbeutelratte* ?

Le Hottentot s'enfuit, effaré...

Le Camouflet

Les soldats — qui sont de grands enfants — s'amusaient autrefois, dans les corps de garde, à envoyer, au moyen d'un cornet, de la fumée dans les narines de leurs camarades endormis. L'usage de cette plaisanterie est rapporté dans des récits qui datent du XVII^e siècle. Ils appelaient cela donner un camouflet. Sans doute, ils n'imaginaient pas alors que le nom imposé à cette farce innocente s'appliquerait ensuite à une chose atroce, qui provoque la pire des morts : la lente agonie sous un éboulement souterrain.

Il n'est guère de communiqué qui ne nous parie, depuis quelque temps, de camouflets donnés ou reçus dans le voisinage de nos tranchées. La guerre de mines semble prendre un développement de plus en plus considérable. Cela n'a rien d'étonnant. Puisqu'on ne peut combattre son adversaire sur terre, il est naturel de chercher à l'atteindre en dessous. Il y a bien aussi la voie des airs ; mais elle est si embrumée ! — pour nous, pas pour nos ennemis.

Malgré la leçon de Port-Arthur, nous étions peu préparés à cette guerre souterraine : le manque de matériel, en cela comme en tant d'autres choses, et particulièrement de perforuses perfectionnées, nous empêcha de lui donner, au début, toute l'ampleur nécessaire.

Depuis, on a fait mieux ; et, en ce moment surtout, on se renue beaucoup sous terre.

Les procédés de la guerre de mines sont peu connus. Il est cependant intéressant de savoir les efforts, les fatigues et aussi les dangers qu'exige ce travail, ne serait-ce que pour rendre un hommage bien mérité aux héros qui y succombent obscurément.

Lorsque, de tranchées en tranchées, on s'est avancé tellement près de l'ennemi qu'il devient impossible de continuer la sape à ciel ouvert, sans être exposé à recevoir trop de bombes et de grenades, le sapeur se transforme en mineur. Il se couvre d'un bouclier d'acier et commence à creuser un puits dans la terre. Il s'enfonce à 2 m. 50, puis il ouvre, avec son pic, une galerie dans la direction de la tranchée ennemie. Cette galerie est inclinée de manière à aboutir à six ou huit mètres au-dessous du but. On en consolide les parois et le plafond au moyen de châssis et de coffrages en bois. Haute et large d'un mètre à l'entrée, elle se rétrécit de manière à n'avoir plus que 0 m. 80 à la sortie.

Cette partie rétrécie prend le nom de rameau. Elle se termine par le fourneau dans lequel on met la charge de mélinite.

Le moment venu, on fait exploser, à l'aide d'une étincelle électrique. Les terres sont soulevées, la tranchée ennemie est bouleversée, ses abris sont comblés. Autour, l'excavation présente la forme d'un entonnoir. L'assaillant, rassemblé dans des places d'armes, se lance, balonnée au canon, pour en occuper les bords. Le défenseur, revenu de sa surprise, s'y précipite à son tour. On s'y bat alors à la grenade, au couteau, jusqu'à ce que l'un des deux cède la place.

On se rend compte des positions pénibles, tantôt sur le dos, tantôt sur le ventre, parfois accroupi, que doit prendre le mineur, tout à tour charpentier, menuisier, terrassier. On le voit, à la lumière vacillante de sa lanterne électrique, trempé de sueur, haletant, sans cesse aux écoutes ; car, de son côté, l'ennemi travaille de la même façon. Et alors, dans cet enchevêtrement de galeries, de rameaux, c'est à qui sera le premier prêt pour détruire le cheminement de l'adversaire, au moyen d'un camouflet.

Voici comment se donne ce camouflet :

Dès que le travail de l'ennemi paraît assez rapproché — cinq à six mètres, quelquefois plus, ce que les spécialistes reconnaissent très bien — on fore avec un outil spécial, la barre à mines, un petit canal dans la direction dangereuse. On remplace ensuite la barre par un tube, on glisse un nombre de cartouches proportionné à l'effet qu'on veut produire, et on met le feu à l'aide d'une mèche fusante.

L'explosion détruit la galerie ennemie et les hommes qui y travaillaient périssent asphyxiés ou écrasés.

On peut aussi donner directement un camouflet en parlant d'une tranchée, si on entend de cette tranchée le travail du mineur qui la menace.

Le mot camouflet est ainsi employé dans un sens figuré. Il signifie alors : affront ; néanmoins, avec une nuance plus douce. Un monsieur auquel on fait un affront est déshonoré ; s'il reçoit un camouflet, il est seulement

géné. Ainsi, notre sous-secrétaire d'Etat à l'aéronautique entend dire qu'aller au Bourget, c'est bien ; qu'interdire aux zeppelins l'accès de Paris, c'est encore mieux. Evidemment, il ne considère point cela comme un déshonneur ; mais il doit néanmoins sentir le vent du camouflet.

Général Verraux

Propos d'un grincheux

La bistrocratie

Alors, c'est à cause des mastroquets de Marseille qu'il y a eu un scandale à la Chambre ?

C'est entendu : les soldats de Marseille et d'ailleurs voudraient bien pouvoir aller au café plus librement. Et, à vrai dire, les règlements sont parfois trop sévères. Les règlements ne distinguent pas assez volontiers entre les permissionnaires et les hommes de garnison. Mais que dix députés se fassent inscrire pour une discussion pareille, qu'ils choisissent cette occasion dérisoire pour reprendre leurs humeurs d'avant-guerre, qu'ils essaient sur un ministre mal entraîné la pression d'un indigne vacarme, c'est ce que personne ne comprendra.

« Les mercantis au front et les débitants de boissons dans un grand nombre de localités, avait dit le général Gallieni, sont les moins intéressants parmi les profiteurs de la guerre. Je mettrai des entraves à leur action pernicieuse. Tant pis si leurs bénéfices de guerre ne sont pas ce qu'ils attendaient ! »

Nettes et fermes paroles, que chacun aurait dû applaudir. Mais le marchand de vin demeure l'électeur. Qui ferme sa boutique est l'ennemi. Et voilà que sur les bancs de l'extrême gauche nos hommes s'agitent. Ils ne pensent pas aux Allemands de Noyon, mais aux bistros de Marseille. Vous savez l'histoire, et que le général Gallieni est obligé de quitter la tribune.

« Il est lamentable, lui a dit un député, de voir un ministre de la guerre, glorieux comme vous, obligé de perdre une journée pour des discussions de ce genre. »

Sans aucun doute. Mais le général Gallieni n'y est pour rien. Il voudrait bien ne pas perdre sa journée. Les marchands de vin de Marseille voudraient gagner la leur. Et il a les députés contre lui, tandis qu'ils les ont pour eux. Révoltant spectacle, qui nous déshonore.

Albert Savarus

L'attitude de la Roumanie

La presse est remplie de télégrammes de Berlin et de Vienne nous annonçant que les milieux gouvernementaux d'Allemagne et d'Autriche sont fortement impressionnés par l'attitude actuelle de la Roumanie.

Le consentement de la Roumanie à l'achat de céréales par l'Angleterre a été interprété, dans les empires centraux, comme un acte particulièrement amical vis-à-vis de l'Entente ; mais, d'autre part, la presse germanique fait grand état du voyage récent de M. Carp à Vienne.

On sait que M. Carp est un germanophile décidé, et l'on s'efforce, en Autriche, de donner une portée favorable à sa visite.

Nous ne voulons pas tirer avantage — quant à nous — du récent voyage en France de M. Antonesco. Et pourtant M. Antonesco est ministre de la justice en Roumanie. Il a une situation officielle ; M. Carp ne représente que sa personnalité, qui certes ne manque pas d'importance, mais qui, en fait, n'a que la valeur qu'il s'accorde.

M. Antonesco a quitté Paris dimanche, après y avoir passé quinze jours. Il possède en France de nombreuses relations. D'ailleurs, ancien élève de la Faculté de droit de Paris, docteur en droit de cette Faculté, il a pu, étant très averti de notre situation, parler très à l'aise avec les hommes du gouvernement français.

Il ne nous est pas possible de dire les résultats de ce voyage ni des entrevues qui ont eu lieu entre le ministre roumain et d'importantes personnalités françaises. Mais ce que l'on peut affirmer, c'est que ce voyage fut fertile en heureuses conséquences ; que M. Antonesco a très utilement employé son temps, et que toutes ses visites furent empreintes de la plus parfaite cordialité.

Le troisième facteur

Quand Jéhovah déclancha le déluge, il plut pendant quarante jours. Le dieu des Boches fait mieux les choses. Le déluge de sang qu'il fait pleuvoir dure beaucoup plus longtemps. Les colombes de l'arche de M. Ford sont rentrées au colombier sans rapporter au bec le moindre brin d'olivier.

Voici pourtant comme un arc-en-ciel annonciateur : les neutres, jusqu'ici uniquement anxieux de bien tenir leur parapluie, commencent à se préoccuper de ce qu'il adviendra d'eux après l'orage.

A Madrid, le 15 mars, un congrès de tous les Etats neutres se réunira « pour ne pas être surpris par une brusque conclusion de la paix sans avoir assuré leurs intérêts solidaires ». Un journal roumain lâche sur le nouveau déluge cette colombe, qui a toutes les plumes d'un canard. Mais le lancer même d'un pareil canard n'est-il pas symptomatique ?

On précise : trente et un Etats neutres auraient déjà adhéré au congrès. Ce chiffre étonne. Eh quoi ? Il reste encore sur terre tant d'Etats neutres ! Sans doute l'Amérique, à elle seule, compte dans ce total pour dix-huit républiques bien réellement neutres, et qui ont toute chance de l'être encore au 15 mars prochain. Mais la Roumanie en est-elle aussi sûre, et ne nous dit-on pas que, depuis l'achat du blé roumain par l'Angleterre, la légation allemande à Bucarest fait ses malles ?

Autre neutralité chancelante, la Grèce, depuis que les Bulgares dévoilent franchement leurs prétentions sur Salonique. La neutralité de la Perse, du Siam et du Portugal ne me paraît pas extrêmement impartiale, ces trois pays étant inféodés à l'Entente. La Suisse de M. le colonel de Wattenwyll et la Suède de Swen Hedin réussiront-ils à garder l'équilibre, mais la Chine ? Yuan Shi Kai, attaqué au nord par les Mongols et au sud par le Yun-Nan, ne cherchera-t-il pas dans une alliance avec l'une des deux moitiés de l'Europe un étai pour son trône ?

De sorte que les vrais neutres, au 15 mars, pourraient se trouver réduits à l'Amérique, l'Espagne, la Suisse, la Hollande et la Scandinavie. Cette ligue serait encore imposante. Elle tiendrait en respect le vainqueur, quand il s'apprêterait à tailler au long et au large dans la carte du globe.

A ce titre, l'idée a beau être prématurée. Elle ne peut manquer de se réaliser. A la fin de la guerre, nous n'envisageons jusqu'ici que deux hypothèses : les Allemands ou nous. Un troisième facteur apparaît désormais : la ligue des neutres ! Et plus les belligérants se seront épuisés, plus l'importance de ce troisième facteur grandira, jusqu'à être le seul, finalement, qui imposera peut-être sa loi au monde, les deux plaideurs étant renvoyés dos à dos.

Maurice de Waleffe

L'ACCIDENT DE SAINT-DENIS

LES VICTIMES

Nous avions laissé les pompiers, les zouaves et les cheminots travaillant à la leur des lampes à l'acétylène, dans un enchevêtrement de fers tordus, de poutres carbonisées et de vitres brisées. Ils ont continué jusqu'au matin ce lugubre travail et sont parvenus à dégager de nouveaux cadavres : neuf, pensons-nous, car il est fort difficile d'obtenir sur ce point des précisions. Par suite d'une consigne qu'on ne s'explique point, le chef de la gare du Nord vous renvoie à la censure et celle-ci déclare très justement ne pas avoir à intervenir dans cet accident, qui n'a rien de militaire ni de diplomatique et n'est point susceptible de troubler l'opinion publique.

Les dirigeants de la Compagnie prétendent, de leur côté, que l'autorité militaire exploitant le réseau, ils sont venus à la plus grande réserve : ils ne savent que ce qu'ils ont lu dans le *Temps*.

Les équipes d'ouvriers chargés de débayer la voie n'ont relevé que des objets appartenant aux voyageurs. Chapeaux défoncés, parapluies brisés, vêtements déchirés et papiers à moitié consumés ont été mis soigneusement de

côté, bien qu'il paraisse difficile d'en retrouver les propriétaires.

Le bilan de cette catastrophe est donc de quatorze morts, vingt blessés gravement atteints et un nombre à peu près égal de personnes plus ou moins sérieusement contusionnées.

Mme Henry, née Dewerger Denise, 36 ans, demeurant boulevard Diderot, 86, à Paris ; Mme Georgette Isselin, 31 ans, demeurant rue Bergère, 22, Paris ; M. Louis-Lucien Quentin, né le 8 février 1888 à Moreuil, arrondissement de Montdidier (Somme), demeurant à Moreuil probablement, rue Thiers, à la scierie ; M. Paul Nortier, demeurant à Montjoye-Saint-James, près Avranche, décédé à 3 h. 30 du matin à Lariboisière ; Mme Gérard, 52 ans, demeurant à Salouel, par Saloux (Somme) ; M. Denis Barré, à Boulogne, chef de train de la compagnie à la gare de Boulogne.

Parmi les blessés en traitement à Lariboisière :

M. Paul Portier, 40 ans, à Montjose, commune d'Avranche ; M. Léon Bréal, 28 ans, 41, rue des Martyrs, Paris ; M. Léon Verneuil, 38 ans, 22, rue de Trévise, Paris ; Mme Gérard ; Mme Faillat, 25 ans, 39, rue du Cherche-Midi, Paris ; Mme et Mlle Véret, 13, rue Tisserand, Paris ; Mme Darrais, réfugiée belge, actuellement 1, rue Blanchet, à Fontenay-aux-Roses ; Mme Durot, 47, rue Cachy, Amiens ; Mlle Suzanne et Hélène Pertauche, 7, boulevard Saint-Germain, Paris.

Les personnes dont voici la liste ont été gardées à l'hospice de Saint-Denis :

Mme Marie-Louise Tastet, 30 ans, avenue du Rocher, Vitry ; Mme Regasse, née Callet Léonie, 33 ans ; Mlle Madeleine Rogasse, 5 ans, sa fille, 7, rue de l'Abbé-de-l'Épée, Paris ; Mme Prudhomme, née Cuissette, 29 ans, et Robert Prudhomme, 4 ans et demi, son fils, 30, rue de Paris, Saint-Denis ; Mme Candrie née Daviaud, 35 ans, 18, rue Lauriston, Paris ; Mme Gaminier, née Haull, 2, rue du 27-Mars, Saint-Ouen ; Mme Samuel, née Goldenstein, 20 ans, 55, rue des Archives ; M. Jacques Porgel, 52 ans, cultivateur à Juiley (Manche) ; M. Léon Tilleberghien, 43 ans, teinturier à Baccamp (Somme), et M. Emile Delarue, 44 ans, 39, rue de Metz, Amiens.

Malgré l'embourgeoisement résultant de l'accident, la circulation des trains s'est faite avec une régularité très acceptable. L'enquête menée par le haut personnel de la compagnie et le commissaire de contrôle de l'Etat n'a pas encore permis de déterminer la cause exacte du déraillement du wagon de marchandises qui a provoqué le tamponnement. Au poste numéro 1, où il s'est produit, six voies servent à la circulation normale des trains, indépendamment des voies de garage. Il reste donc à établir comment cette voiture isolée est venue se jeter en travers de la voie principale, parcourue par le rapide de Calais. M. Brioux, juge d'instruction, a été commis par le procureur de la République pour éclaircir ce point.

Les incohérences de la Censure

Nous nous sommes plaints dernièrement qu'un numéro de l'Œuvre, visé par la censure à Paris, avait été saisi à Tunis, sur l'ordre d'un censeur local. Aujourd'hui, nous apprenons mieux encore. Notre numéro du 25 janvier, auquel la censure parisienne n'avait rien trouvé à redire, a été saisi en Algérie, sur l'ordre des autorités militaires. Un de nos abonnés qui habite Boufarik s'est vu refuser son journal à la poste en raison de cet ordre arbitraire. Une pareille façon d'agir est vraiment intolérable. A la rigueur, à la grande rigueur, on pourrait admettre qu'une semblable mesure soit prise en Tunisie, pays de protectorat où le bey conserve quelque autorité que l'on ne voudrait pas avoir l'air de méconnaître. Mais en Algérie, il n'y a pas de bey, il n'y a plus de dey. L'Algérie est une colonie française divisée en départements. Alors pourquoi les fonctionnaires civils ou militaires s'y arrogent-ils le droit de censurer les censeurs de la métropole et veulent-ils faire encore mieux qu'eux. Le travail qui se fait à Paris est pourtant déjà du beau travail. En voici un nouvel exemple :

Le journal illustré J'ai vu doit ou devait — on ne sait pas encore — publier, en tête de son prochain numéro, une très belle photographie représentant le général Serret sur son lit de mort. Le défunt est en uniforme, le pantalon relevé là où manque la jambe qui a été amputée. Autour des mains s'enroule un gros chapelet ; sur une petite table, à côté du lit, un cierge brûle près d'un bénitier dans lequel trempe un goupillon. La chambre mortuaire est d'une extrême simplicité, et ce cadre rend encore plus émouvante la scène représentée.

Cette photographie, prise avec l'autorisation de la famille, a été présentée à la censure qui l'a d'abord visée. Puis — à la suite de quels ordres et pour quelles raisons mystérieuses ? — cette incohérente personne qu'est dame Anastasie est revenue sur sa décision et a défendu de publier la photographie. Mais, entre temps, le tirage du journal avait été commencé et notre confrère, M. Goussoullou, éditeur de J'ai vu, fort de son droit, a l'intention de passer outre.

La censure ira-t-elle jusqu'à saisir le journal ?

La défense aérienne de Paris

La Commission de l'armée a entendu le ministre de la guerre, le sous-secrétaire d'Etat de l'aviation, le capitaine de vaisseau Mortier, chef du service aéronautique au ministère de la guerre, et le commandant Seillac, directeur du service d'aviation du Bourget, sur les raids des zeppelins et sur le plan de défense contre aéronautiques établi pour le camp retranché de Paris.

Hors d'Œuvre

LES "SUSPENDUS"

L'Administration des P. T. T., depuis le début de la guerre, n'a pas publié de nouvel Annuaire des abonnés au téléphone. Mais elle publie aujourd'hui, à ce sujet, une note apologétique.

Si l'Administration des P. T. T. a fait l'économie d'un annuaire en 1915 et projette la même économie pour 1916, c'est parce qu'un grand nombre d'abonnés, n'ayant pas payé le montant de leur abonnement, se trouvent « suspendus », tout en conservant théoriquement leur numéro.

De telle sorte que les abonnés qui paient l'abonnement trouveraient bien dans le nouvel annuaire le numéro téléphonique des personnes à qui ils veulent causer, suivant l'expression de ces demoiselles ; mais ils ne trouveraient personne au bout du fil.

Ce résultat est obtenu avec l'Annuaire de 1914 ; dès lors, à quoi bon changer ?

L'Administration, d'ailleurs, fait tous ses efforts pour satisfaire les cochons de payants qui s'obstinent à régler le prix de leur abonnement.

Avant la guerre, quand vous demandiez une communication, votre conversation se réduisait généralement à un monologue dont vous faisiez tous les frais.

Aujourd'hui, quand vous demandez une communication, on vous en donne trois, on vous en donne six, on vous en donne dix ; la demoiselle du Central ou du Gutenberg vous met en rapports avec des tas de gens dont elle suppose que vous serez charmé de faire la connaissance.

Hier matin, ayant demandé le « Gut. 2-17 », j'eus affaire successivement à une dame inconnue qui m'apprit que Jules était maintenu dans le service auxiliaire ; puis à un monsieur qui me reprocha sans aménité de ne pas avoir livré le vol-au-vent commandé pour son déjeuner ; puis à une autre dame qui m'annonça qu'elle avait purgé Adrien... Et enfin, j'eutendais une voix lamentable qui, désespérant de jamais obtenir une communication, ne voulait pas être consolé.

C'est alors que j'ai raccroché mon récepteur et que j'ai décidé de me laisser « suspendre » par hygiène morale autant que par économie.

ZETTE

La 20^e proteste

La première tentative de collaboration de la censure avec l'Œuvre n'a pas été très heureuse, à en juger par le nombre de protestations qui nous parviennent à la suite d'une information donnée ici-même par les soins du Service Spécial.

Le Service Spécial affirmait qu'il n'y a pas de blessés retour du front parmi les auxiliaires de la 20^e. Il y en a, et ils nous écrivent.

Seuls, les anciens blessés appartenant aux classes territoriales ont été renvoyés dans leurs foyers. Ceux de l'active et de la réserve se trouvent encore là, à telle enseigne qu'une décision du 4 ou 5 janvier a prié les évacués du front pour blessure ou maladie de se faire inscrire à la chambre 37. Il y en avait une centaine.

Voici la vie de ces blessés : A huit heures du matin, départ en détachement de l'Ecole Militaire pour la

rue Saint-Dominique. Travail jusqu'à midi. De midi à deux heures, le détachement va déjeuner à l'Ecole Militaire, puis retourne au travail jusqu'à sept heures. Dîner. De sept heures trois quarts à huit heures et demie, liberté. A huit heures et demie, appel et coucher.

Et on vient de retirer à ces soldats blessés le droit de porter le chevron rouge qui établit leur situation aux yeux des Parisiens. Des malveillants, à leur passage dans la rue, les traitent journellement d'embusqués.

Voilà ce que, par un échange tout naturel de bons procédés, nous sommes en mesure d'apprendre aujourd'hui au plus mal informé des « services spéciaux ».

Un heureux choix

On annonce que M. Mouthon est appelé, depuis le 1^{er} février, à diriger le service du contre-espionnage dans le camp retranché de Paris.

Il ne manque plus, à la tête de ce service, que M. Garfouinkel, ami intime de M. Mouthon et accrédité auprès du haut personnel de la police judiciaire.

Est-ce l'histoire de Mouthon devenu berger ? ou plutôt l'histoire du loup dans la bergerie ?

Comptabilité

Sait-on suivant quel système s'opère la relève des médecins territoriaux qui se trouvent sur le front ?

Chaque médecin a un dossier comportant un certain nombre de notes attribuées comme suit :

Par année d'âge depuis le passage dans l'armée territoriale	10 points
Par mois passé sur le front	10 —
Par les médecins mariés	20 —
Par enfant	10 —

Les médecins ayant le plus grand nombre de points sont envoyés à l'arrière lorsqu'on fait la relève dans la formation à laquelle ils appartiennent.

Ce système est parfaitement juste et logique. Pour une fois, il convient de féliciter l'administration militaire.

La fin du Poilu

D'un régiment cambraisien, on nous communique cet ordre du jour :

DÉCISION DU 28 JANVIER 1916

Le colonel transmet à tous les commandants de compagnie l'ordre personnel d'exiger que les hommes, sans aucune distinction, soient rasés.

Devons-nous voir, avant la fin de la guerre, la fin du poilu à barbe ?

Du « Diable au cor »

Le Diable au Cor, organe spécial des chasseurs alpins, ouvre, une rubrique : « Conseils agricoles », dont on appréciera la saveur d'après les extraits suivants :

Dans notre région des Vosges, la neige, en janvier, comme chacun sait, est la récolte principale ; elle est du reste de bonne qualité. Il est bon de ne pas la laisser longtemps sur pied et de la ramasser, quel que soit le temps, avant la fin du mois.

VIGNES. — Soignez les plants avec soin si vous voulez que l'oïdium et le mildiou prospèrent. Le climat de notre région nuit beaucoup au développement de ces deux variétés de raisins.

Nos ANIMAUX. — Si vous voulez avoir

des mouches au printemps, méfiez-vous des araignées, qu'il faudra conserver en cage jusqu'au 15 juin. Changez vos puces d'air au printemps.

En résumé, pendant tout le mois, nos agriculteurs feront bien de songer à l'avenir. Le bruit court avec persistance que la guerre ne durera pas toujours. Il faut s'attendre à tout.

Un rapport

« On demande des conducteurs pour convois d'ovins et de bovins. » Personne ne se présente.

Car les auxiliaires du Midi qui se trouvent dans ce dépôt savent bien ce que c'est que des bœufs et des moutons, té !... Mais jamais ils n'ont entendu parler d'ovins ni de bovins, les poyres !

La guerre navale

Kara Bouroun

Un corps de débarquement composé de marins anglais, français, russes et italiens, appuyé par un détachement franco-anglais de la garnison du camp retranché de Salonique, a occupé le fort de Kara Bouroun. Cette opération, menée rondement par un chef qui avait l'ordre d'aller jusqu'au bout, a réussi complètement et, maintenant, nous avons dans notre poche la clef de la baie de Salonique.

Kara Bouroun (du turc kara, noir, et bouroun, cap) forme l'éperon est de l'entrée de la baie de Salonique, dont l'éperon ouest est formé par l'épi Vardar. C'est un plateau d'une trentaine de mètres de hauteur s'élevant au-dessus d'un rivage bas. Le fort commande le chenal d'accès du port de Salonique, situé au fond de la baie, à dix-huit kilomètres environ. C'est, on le voit, une position importante que nous ne pouvions pas laisser en d'autres mains que les nôtres.

On dit que c'est une petite opération. A la guerre, il n'y a pas de petites opérations : il y a celles que l'on réussit et celles que l'on manque. Nous avons réussi celle-ci, n'en diminuons pas la valeur très réelle au double point de vue stratégique et diplomatique.

Si l'on en croit le correspondant à Salonique du *Corriere della Sera*, le commandant de la garnison grecque ayant déclaré que, sans ordres de son gouvernement, il lui était impossible de livrer le fort aux Alliés, le commandant français du détachement chargé de l'opération lui répondit : « En ce cas, je serai contraint de recourir à la force ». L'officier grec, lui ayant demandé s'il en avait l'ordre, reçut une réponse affirmative qui mit fin à son hésitation : le plus simplement du monde, il s'embarqua avec ses troupes et fit route pour Salonique.

Il a fallu pour que nous nous décidions à agir avec vigueur, qu'un sous-marin ennemi vint jusque sous le fort de Kara Bouroun torpiller un transport anglais qui, heureusement, eut le temps de s'échouer sur la côte voisine. Nous avons compris que l'on n'est jamais si bien défendu que par soi-même. Le commandant en chef a pris immédiatement la décision dont l'exécution rapide garantit les escadres alliées mouillées devant Salonique et les transports qui sillonnent la baie, de toute surprise venant du large. C'est un résultat important.

Nous en obtiendrions de beaucoup plus importants si nous savions faire l'effort nécessaire.

Raymond Lestonnat

L'Autriche et la Paix

A plusieurs reprises, la presse s'est faite l'écho d'informations annonçant des tentatives de paix austro-allemandes faites auprès de la Russie, notamment, ainsi que des propositions adressées à des neutres. Dans toutes ces nouvelles, il faut savoir faire la part d'exagération voulue, mais il en est cependant qui avaient toutes les apparences de la réalité.

Il n'est pas surprenant, d'ailleurs, que l'Allemagne et l'Autriche essaient de se renseigner sur les possibilités de l'avenir, d'autant que leur situation économique n'est rien moins que brillante.

Quoi qu'il en soit, il est, à notre connaissance, un fait qui, bien que n'ayant été suivi d'aucun résultat, n'en témoigne pas moins d'une inquiétude certaine de la part de nos ennemis et d'un désir de paix latent.

Nous sommes au commencement de novembre 1915. L'empereur François-Joseph, tenaillé par la crainte de finir ses jours dans le drame le plus épouvantable qui ait traversé sa vie, pourtant si habituée aux tragédies, poussé aussi par un parti puissant, familier du feu archiduc tué à Sarajevo, désireux, au surplus, de réaliser, au déclin de son existence, le rêve brisé par l'Allemagne en 1866, consentit à préparer les bases d'une paix séparée et à s'adresser à une grande puissance morale capable de promouvoir l'œuvre de rénovation autrichienne.

Ecartant les hommes de la carrière et de la politique qui auraient pu donner à une mission un caractère officiel qu'elle ne pouvait pas avoir, François-Joseph confia son désir à un prince dont les attaches italiennes et catholiques devaient, pensait-il, faciliter grandement une tâche assez délicate. Il pensait que de telles propositions ne pouvaient manquer de tomber, au Vatican, dans des oreilles attentives et bienveillantes.

C'est ainsi qu'un prince Bourbon de Parme partit pour Rome, porteur du message impérial. Il parla : il dit les désirs de son maître, désirs de paix, désirs de restauration ; il dit les intentions de François-Joseph, le plan qu'il avait élaboré, l'ambition de ce vieillard de finir sur le trône d'un grand empire catholique germanique ; l'Autriche revivait son passé d'avant Sadowa, la Bavière et la Saxe catholiques rentrant dans le giron maternel, la Hongrie indépendante.

Il ne faut pas oublier que François-Joseph avait épousé Elisabeth de Bavière et qu'il était toujours en contact étroit avec la cour de Munich.

Il ne faut pas oublier non plus que l'idée centrale de sa politique était que l'Autriche redevint une grande puissance indépendante de l'Allemagne, fondée sur des éléments homogènes.

François-Joseph ne pouvait trouver d'ambassadeur plus souple, plus persuasif que le prince auquel il s'était adressé. Aussi rien ne fut-il oublié qui eût pu inciter le pape à entrer dans la voie souhaitée par l'Autriche. Mais, à tout le pape opposa une oreille fermée. Est-ce que, de voir l'Allemagne réduite et laissée seule, lui fut une perspective désagréable ? Ou bien, tout simplement, se refusa-t-il à être un intermédiaire ? Toujours est-il que ni la Russie, ni la France ne furent saisies des propositions officieuses de l'Autriche et que, huit jours après, Guillaume II se précipitait à Vienne, où il insufflait l'énergie de résistance à l'allié défail-

lant.

L'AUTRE POINT DE VUE

Une artiste dramatique nous écrit : Je lis dans les journaux que M. Ernest Gay se propose de demander la fermeture des théâtres le jour des obsèques des victimes des zeppelins.

Les artistes ressentent vivement toute la tristesse de ce deuil, mais ne peuvent perdre une journée de salaire qui, pour la plupart d'entre eux, est indispensable à leur subsistance et qui ne profiterait à personne. M. Gay ignore sans doute les difficultés des exploitations théâtrales, la modicité des salaires et le nombre de gens (50.000 environ) qui seraient atteints par une mesure à laquelle échappent toutes les autres corporations.

Les artistes se résigneraient à jeûner un jour, si ce jour était décrété « Jeune National », sans cependant comprendre l'attitude de ce sacrifice.

P.-S. — C'est uniquement par solidarité pour les modestes que je m'adresse à vous.

AU PARLEMENT

Le contrôle parlementaire aux armées

La délégation des groupes de la Chambre réunie sous la présidence de M. Jules Siegfried a décidé : 1^o de renouveler auprès du président du Conseil les démarches qu'elle avait précédemment faites pour assurer définitivement, d'accord avec le gouvernement, l'exercice régulier et permanent du contrôle parlementaire, notamment dans la zone des armées ; 2^o de renvoyer d'urgence à l'examen des groupes la proposition de M. Renaudel tendant à la constitution d'une réunion de délégués des groupes de la Chambre et du Sénat.

Questions extérieures

M. Briand, président du Conseil, est venu hier devant la commission des affaires extérieures de la Chambre pour s'expliquer sur la situation politique et militaire dans les Balkans, sur l'évacuation des troupes serbes d'Albanie, sur les questions du fret, et enfin sur la coordination de l'action économique des Alliés qui a fait l'objet des deux dernières réunions de Londres et de Paris.



Zuennant Vancet

— !!!
— Excusez-moi, baronne !... l'habitude !...

"L'Œuvre" Économique

SUR LES LOYERS

Propriétaires et locataires, sans souci, avouons-le, de l'union sacrée des chats et des souris, usent de la même formule malgré leur pensée contraire : les loyers vont-ils diminuer ?

En attendant de résoudre la question, les uns espèrent qu'une bonne loi les exonérera des fermes laissées en suspens depuis celui de juillet 1914, tandis que les autres maudissent les protagonistes de cette loi.

Les premiers pensent que le sang versé pour la France par eux ou leurs proches et les affaires arrêtées leur confèrent des droits. Les derniers exigent l'application des articles du Code civil et de ceux, imprescriptibles, de la Déclaration, affirmant que la propriété est sacrée. La lutte entreprise entre les courants contraires sera vive car, tel qui se ferait valeureusement « occire » pour la patrie, se fera lentement haïer plutôt que de renoncer à de l'argent.

Les propriétaires seront-ils plus à plaindre que les autres citoyens s'ils subissent pécuniairement un sort analogue ? On dira qu'ils n'étaient pas accoutumés aux revers. Rien qu'en se croisant les bras, ils voyaient, en effet, jusqu'ici, leurs ressources s'améliorer sans cesse : les loyers augmentaient périodiquement sans qu'ils accomplissent d'autre effort que de surcharger des quittances.

Ce mirage de la multiplication des revenus s'explique ainsi :

Paris s'accroît, chaque année de trente mille arrivants. Pour les loger, il eût fallu construire annuellement deux mille maisons, petites ou grandes, riches ou modestes. Ce nombre de bâtisses neuves n'était pas atteint, le Syndicat des propriétaires y veillait sans doute, car, sous la loi de l'offre et de la demande, quand les écrivains « à louer » disparaissent des rues, les loyers montent. Il serait curieux d'étudier quelle influence eut, pendant les derniers quinze ans, sur la conservation des fortifications inutiles à la défense, la volonté de n'y point élever de nouveaux nids par ceux que l'on aimait *vautours*, à cette époque de l'union. Nous allons chercher ici à nous rendre compte si les récriminations des logeurs impayés sont au moins justifiées par une crainte sérieuse de pertes nouvelles sur le prix futur des loyers.

Après la guerre, des rentiers dont les dividendes auront baissé restreindront leurs dépenses. La nécessité de chauffer nombreuses pour abriter les fils de la famille sera — hélas ! — réduite pour beaucoup, Paris étant frappé dans ses enfants d'une cruelle contribution de guerre. Pour quelques années au moins, des lambris trop dorés seront ainsi abandonnés, par leurs présents occupants, pour d'autres moins luxueux.

En compensation, les « nouveaux riches », vendeurs par la guerre, engraisés par la catastrophe, commencent à se meubler dans les quartiers privilégiés. On y aperçoit des hommes encore ruguoux, mais déjà défilés, sonnant en parvenus les domestiques ; leurs femmes, parfois étonnées de ce luxe soudain, parodient, sans le savoir, le mot de Lotitia Ramolino : « Pourvu que cela dure ! » ; leurs petits ont déjà compris ce que sera la nouvelle vie et préparent leurs jeunes quenottes à croquer bientôt la fortune paternelle.

L'étranger, le neutre qui compte actuellement les coups, après la victoire s'abattra sur Paris, grand quartier général de ses émuantes excursions aux ruines encore fumantes. Celui-ci dépensera parmi nous une bonne part des milliards que nous exportons en ce moment. Il assiègera d'abord les grands hôtels nettoyés des éthers et des phénols héroïques. Il installera, souvent à demeure, dans la ville où ses vices, que nos vaudevillistes et romanciers dénommaient parisiens pour le séduire, nous faisaient tant de mal qu'on nous supposait pourris.

Les riches appartements trouveront preneurs, mais nombre de vieux Parisiens de toutes classes sociales descendront d'un cran l'échelle des loyers et combleront ainsi les vides, que la même raison de deuil et de ruine aura produits dans les immeubles moins cossus.

Des grosses aux moyennes, puis aux petites locations, en cascade, la matière locative occupera jusqu'aux plus pauvres habitants qui se trouveront débordés comme jadis.

Quelle que soit la perte en hommes subie par la capitale et l'exode de veuves retournées au pays pour la précieuse caresse des vieux parents ou la facilité d'y vivre économiquement de l'indemnité nationale, les faubourgs populaires grouilleront comme par le passé.

Les réfugiés de tous pays ne nous ont-ils pas envahis ? Une forte proportion végétale à Paris : certains remplacent les mobilisés dans les commerces ou les industries restées actives. Belges (Flamands et Wallons), Français (Ardennais, Meusiens), Alsaciens, voire Serbes sont ici : tous s'y plaisent. Les pauvres

trouvent des secours et un doux *far niente* s'opposant au labeur du pays et aux horribles peines récentes. Les plus malins s'emploient facilement. Retourneront-ils au foyer détruit, vers le souvenir, plus présent là-bas, de mort et de dévastation ? Pas tous, peut-être très peu.

Les soldats, dépayés, auront flâné par des rues animées et bien tenues. Hospitalisés avec une douceur attrayante, s'ils sont blessés, ou accueillis par d'affables mairaines, ils s'ingénieront à revenir vers le miroir aux alouettes, vers le lieu où ils trouveront le calme entre de terribles crises. Ceux dont la famille est dispersée, détruite ou déjà parisienne, n'y manqueront pas.

Le vide causé dans la population par la tuerie ne sera certainement pas sensible, numériquement. Les maisons n'ont cessé d'être presque totalement habitées : elles regorgeront de locataires.

Pour loger, en surplus, l'apport annuel qui ne peut se tarir, construction, chaque année, les trente mille loyers nécessaires ?

Cela n'est pas probable, voici pourquoi :

L'argent placé dans la bâtisse à loyer moderne donnait avant la guerre un bien faible intérêt ; mais le placement en était de tout repos. Il a fallu le *moratorium* pour suspendre le privilège immobilier.

Tandis qu'en ces dernières années la rente baissait, que des conversions onéreuses pour le rentier frappaient presque tous les fonds, le rapport locatif se maintenait.

Tout est changé : la nouvelle rente restera d'un taux avantageux, tandis que les matériaux de construction seront d'un coût formidable.

Le capitaliste achètera des valeurs au lieu de faire élever des maisons de rapport.

Quand le bâtiment va... Le bâtiment n'ira que dans les villes et villages du Nord et de l'Est, et aux usines démolies. Les habitants entassés dans le département de la Seine, de plus en plus sous le joug de la loi de l'offre et de la demande, ne verront pas leurs termes diminuer.

Que nous voudrions nous tromper ! Ils les verront s'accroître, au contraire.

Aussi, frères en lamentations sur la cherté du temps, ne pleurnichons donc pas trop sur le sort des propriétaires menacés, même si vraiment leurs revenus étaient momentanément affaiblis, au même titre, d'ailleurs, que ceux de la plupart des autres Français. Défendons-nous plutôt contre leur prétention de sortir indemnes de la crise.

Ils se rattraperont, les propriétaires, n'en doutons pas — et bientôt, hélas ! — sur notre bourse.

aux industriels les matières premières, les débouchés, les transports et la main-d'œuvre. A l'heure actuelle, l'autorité militaire est seule à même de le faire. Elle a, en effet, la haute main sur les transports ; elle dispose des chemins de fer et des wagons ; elle a mobilisés les hommes.

Dans la mesure où les nécessités militaires le permettent, elle doit rendre à la circulation le plus grand nombre possible de wagons, et elle doit accorder la main-d'œuvre utile. Or, il y a encore dans les dépôts des hommes inaptes au service armé, des auxiliaires qui ne sont pas d'une grande utilité pour l'armée, mais qui gardent la valeur d'une ressource réelle pour la vie nationale de l'arrière.

Il y a aussi — ce dont il faut tenir compte — de la main-d'œuvre civile provenant des réfugiés à organiser.

Les comités consultatifs d'action économique — dont la création se poursuit méthodiquement — ont un triple rôle : d'information, de coordination et de mise en œuvre de toutes les forces économiques.

Leur attention doit se porter sur les questions de transport, d'importation, et d'exportation.

Ces comités doivent examiner les diverses branches de l'industrie régionale, assurer leur fonctionnement normal, rechercher si, par une meilleure répartition des surris d'appel, il ne serait pas possible d'obtenir une production économique plus intense ; ils doivent aussi « préconiser toutes les mesures à prendre pour parer à l'augmentation du prix des denrées », rechercher et faciliter l'emploi rationnel de la main-d'œuvre civile et militaire.

Qui peut signaler à l'autorité militaire les ressources et les nécessités de l'arrière ? Ceux qui, aux prises avec les difficultés locales, savent les besoins.

D'où la décision prise par M. Joseph Thierry de faire collaborer étroitement civils et militaires.

Ainsi, les comités consultatifs d'action économique comprennent les autorités militaires, les autorités civiles, les représentants du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

Des comités départementaux ont également été créés.

Déjà, il existe des comités régionaux dans les troisième, quatrième et cinquième régions militaires, et dans les 8^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e et 17^e.

La création se poursuit activement.

On conçoit que cette œuvre méthodiquement développée doit avoir une heureuse influence sur la vie économique du pays.

Et non seulement ces résultats doivent être immédiats, mais ils doivent pouvoir préparer les lendemains de la guerre.

On nous écrit :

Les instruments de musique

Lettre à MM. Jérôme Thibouville-Lamy et Cie, fabricants d'instruments de musique.

Messieurs,

Si j'en crois votre lettre parue dans l'*Œuvre* le 29 décembre dernier, vous manquez de métal — de cuivre, je suppose — pour fabriquer vos instruments. L'Etat ne peut vous fournir les 80 malheureux kilos nécessaires à vos besoins journaliers.

Que voulez-vous ? La défense nationale avant tout, il faut vous incliner ! Entre nous, des instruments de musique, on s'en passe, mais il nous faut des obus, encore des obus, toujours des obus ! Ou voulez-vous que le ministre des munitions trouve du cuivre si vous lui prenez le sien pour fabriquer vos instruments ?

Heureusement je crois pouvoir vous tirer d'embarras sans gêner en quoi que ce soit la défense nationale !

Obtenez seulement du ministre l'autorisation de faire ramasser à l'arrière (j'entends à 3, 4 et 5 kilomètres du front) les innombrables fusils d'obus allemands, les vieilles douilles de 75, 105, 155, écrasées et oubliées dans tous les trous, les douilles de cartouches qui jonchent le sol et s'y enfouissent peu à peu, dont les poils font des pots à fleurs et des embourbages de cheminées, et que *personne jamais* ne ramassera ; et si vous voulez calculer que la douille de 75 pèse un peu moins de 2 kilos, celle des Rinaldi, dans les 6 kilos, vous comprendrez que vous trouverez vite non seulement votre nécessaire, mais vingt fois votre superflu !

Ajoutez que le cuivre vaut dans les 1 fr. 60 le kilo, qu'il y en a comme cela tout le long du front, et vous conclurez que vous pourrez ainsi faire réaliser à l'Etat des milliers de francs d'économie ! Seulement, n'est-ce pas ?... il fallait le savoir !

UN OFFICIER DU FRONT,
Amateur d'instruments de musique.

Mort de M. Joseph Fabre

M. Joseph Fabre, ancien député et ancien sénateur de l'Aveyron, vient de mourir à Cannes à l'âge de soixante-deux ans. Ancien professeur de philosophie et historien distingué, le défunt s'était particulièrement consacré à l'étude de la vie de Jeanne d'Arc. C'est lui qui, au Parlement, proposa d'instaurer une fête nationale en l'honneur de l'héroïne lorraine.

Des repréailles

Le *Petit Parisien* a posé à quelques Français notoires la question urgente : « Faut-il user de repréailles ? »

Et tous, de M. Donnay à M. Klötz, en passant par M. Edmond Perrier et Mme Bartet, sont unanimes en leurs déclarations.

« Il faut répondre, ce n'est pas douteux, dit M. Adolphe Carnot. Le châtimement s'impose. »

M. Lavedan, M. Donnay, M. Richepin s'écrient : « Oeil pour oeil, dent pour dent. » Et M. Richepin ajoute :

« Quand un homme m'attaque loyalement, je me bats avec lui selon les règles de l'honneur. Mais lorsqu'un apache m'assaille de nuit, usant de procédés déloyaux, je riposte sans choisir les moyens qui me serviront à me débarrasser de lui. On ne discute pas avec des assassins, on les supprime. Je trouve abominable que l'on en soit réduit à une pareille défense, mais si l'on rencontre sur sa route des Bonnot, des Garnier ou des bandits tels que les barbares allemands, on se défend n'importe comment. »

Enfin, M. Bédier, professeur au Collège de France, auteur de l'admirable brochure sur les crimes allemands, s'exprime ainsi :

« Il est trop tard pour traiter comme un problème de philosophie abstraite la question des repréailles. Nous ne pouvons plus nous soustraire à cette nécessité. Les choses en étant où elles sont, rendons coup pour coup... avec usure. »

La crise de l'aviation

M. Gustave Hervé, faisant choc avec M. Briand, clame : « La crise de l'aviation n'existe pas ». Et, surlout, ajoute-t-il, « la responsabilité de M. Besnard n'existe pas ».

Je me demande un peu en quoi le ministre de l'aviation est responsable de ce que le service de surveillance des zeppelins du camp retranché a mal fonctionné, ou de ce que l'attaque brusquée des zeppelins, à la faveur de la brume et de la nuit, a pu tromper ce service de surveillance, ou de ce que l'officier de service à la place de Paris a donné l'alerte à la population juste au moment où les bombes commençaient à dégringoler sur elle ?

M. Hervé est à peu près le seul à soutenir cette thèse-là.

Quant à M. Clemenceau (*l'Homme enchaîné*) :

« Je ne vais pas, dit-il, discuter les différentes remèdes proposés, dans la presse, par des « aviateurs » plus ou moins autorisés, dont quelques-uns ont à peu près la même compétence que M. René Besnard, qui ne sait pas ce dont il s'agit. Je ne veux citer qu'un fait. Un témoin, que je peux produire, voyageant sur la ligne de l'Est, a vu, durant tout le trajet, le zeppelin, suivant le train de la Fort-Milon à Paris. Aussitôt en gare, le bruit des bombes s'est fait entendre. On voit ainsi ce que vaut la fameuse théorie de la brume » mettant obstacle aux hauts faits de MM. Besnard et Cie. Peut-être pourrait-on se demander en même temps quelles précautions ont été prises pour empêcher l'éclairage des voies ferrées et le sillon lumineux de leurs trains de guider l'ennemi ?

Les idées qui passent...

Incantades parlementaires

Il faut convenir que la Chambre n'a pas une presse favorable. Les interpellateurs du général Gallieni sont à leur tour interpellés par la quasi-unanimité de nos confrères.

De M. Capus (*le Figaro*) :

La séance d'hier nous montre une fois encore, mais cette fois-ci dans le relief le plus scandaleux, l'incompatibilité de l'état de guerre et d'une Chambre des députés en permanence.

Alors que le pays fait preuve d'un indomptable courage, d'une patience qui ne faiblit pas, la Chambre lui offre l'exemple contraire.

A Paris, la foule, autour des victimes des zeppelins, garde la plus digne, la plus noble attitude, et, sans vaines démonstrations, attend l'heure de saluer les cercueils.

La Chambre des députés, elle, n'attend pas. Elle ne peut pas tenir sa fièvre, ses rancunes, ses haines civiques. Interpellations, injures et cris, voilà les remèdes qu'elle nous propose.

Il n'y aura bientôt dans l'opinion publique qu'une seule voix, ardente et impérieuse, et qui dira : « La clôture ! »

M. Bailly (*l'Intransigeant*) donne le même son de cloche :

« La Chambre a engagé contre le ministre de la guerre une discussion confuse, heurtée, où des paroles absurdes ont été dites, que nous ne voulons même pas répéter, mais que l'officiel enregistre et qui donneront à l'histoire, plus tard, une fière idée de ce qu'était, en 1916, une Chambre française qui se prétend l'émanation du pays. »

Par bonheur, nous ne nous frappons pas. Nous savons qu'il y a dans le cas de cette Chambre malade et névrosée plus d'irresponsabilité que de méchanceté foncière. Pris individuellement, ces gens ne sont pas de mauvaises gens. Ils souffrent de ne pas savoir se rendre utiles : ils souffrent de trop parler, d'être déconsidérés. Et, par malheur, tout ce qu'ils disent pour s'absoudre ne fait qu'ajouter à leur discrédit.

Est-ce qu'ils ne pourraient pas s'en aller ? Un congé de convalescence s'impose.

M. Louis Latapie (*la Liberté*) abonde dans le même sens :

Ceux qu'on appelle les représentants du pays sont, à cette heure, ceux qui le représentent le moins. Partout, en France, règnent le calme, la confiance et l'union. On ne s'agit, on ne se dispute et on ne s'affole qu'à la Chambre. Il n'y a de discorde qu'à la Concorde.

Hier, le scandale a débordé. Le général Gallieni, fatigué d'être assiégré à la tribune par une douzaine de crapouillots commodément installés dans les hautes tranchées de l'extrême-gauche, a pris le parti de s'en aller.

L'éditorial des *Débats* dit :

Si, un jour, sans donner sa démission, sans faire d'éclat, le ministre de la guerre refusait de rentrer en séance et retournerait simplement à son cabinet de la rue Saint-Dominique pour y travailler — comme il le doit, et comme on l'en empêche constamment — la Chambre pourrait crier ensuite qu'on a manqué au respect dû à la représentation nationale, mais bien des gens estimeraient que, pour avoir droit au respect, il faut d'abord se conduire autrement qu'elle ne l'a fait hier.

Enfin, le *Temps* qualifie comme suit la triste séance :

« Il n'en faudrait pas beaucoup de semblables. Que les députés y prennent garde : ils sont en train, eux, les élus du suffrage

universel, de déconsidérer les institutions parlementaires. »

Le ministre de l'aviation est responsable de ce que le service de surveillance des zeppelins du camp retranché a mal fonctionné, ou de ce que l'attaque brusquée des zeppelins, à la faveur de la brume et de la nuit, a pu tromper ce service de surveillance, ou de ce que l'officier de service à la place de Paris a donné l'alerte à la population juste au moment où les bombes commençaient à dégringoler sur elle ?

M. Hervé est à peu près le seul à soutenir cette thèse-là.

Quant à M. Clemenceau (*l'Homme enchaîné*) :

« Je ne vais pas, dit-il, discuter les différentes remèdes proposés, dans la presse, par des « aviateurs » plus ou moins autorisés, dont quelques-uns ont à peu près la même compétence que M. René Besnard, qui ne sait pas ce dont il s'agit. Je ne veux citer qu'un fait. Un témoin, que je peux produire, voyageant sur la ligne de l'Est, a vu, durant tout le trajet, le zeppelin, suivant le train de la Fort-Milon à Paris. Aussitôt en gare, le bruit des bombes s'est fait entendre. On voit ainsi ce que vaut la fameuse théorie de la brume » mettant obstacle aux hauts faits de MM. Besnard et Cie. Peut-être pourrait-on se demander en même temps quelles précautions ont été prises pour empêcher l'éclairage des voies ferrées et le sillon lumineux de leurs trains de guider l'ennemi ?

Le Sacre de M^r Landrieux

Dijon, 2 février. — Ce matin à eu lieu, à la cathédrale Saint-Bénigne, le sacre de M^r Landrieux, curé-archiprêtre de Reims, appelé à remplacer M^r Monestés, décédé, sur le siège épiscopal de Dijon. L'église était comble.

Le cardinal Luçon, archevêque de Reims, assisté des évêques de Soissons et de Périgueux, présidait la cérémonie qui, commencée à 8 h. 30, s'est terminée à 12 h. 30.

L'arrestation de Kuentzmann

Dès le mois d'août dernier, le parquet avait chargé M. Pamard, juge d'instruction, d'une information contre Kuentzmann, président de la Société d'Alsaciens-Lorrains, délégué auprès du bureau central de recrutement de la Seine. Cette information était ouverte pour infraction à la loi sur la constitution de sociétés.

Mais l'enquête, à peine commencée, révélait des faits très graves, en raison des circonstances actuelles. Elle faisait connaître notamment la fuite de deux Allemands avérés, Spitz et Krall, qui assistaient de leurs conseils Kuentzmann, dans ses fonctions de délégué, au bureau central de recrutement de la Seine pour les Alsaciens-Lorrains.

M. Pamard se désista alors de cette affaire au profit du capitaine-rapporteur du troisième conseil de guerre Bouchardon. Mais cet officier, qui est exclusivement occupé actuellement de l'affaire des fausses réformes, confia la continuation de l'enquête sur les agissements de Kuentzmann au capitaine-rapporteur Rivière.

Entre temps, le commissaire de police de la Sûreté générale Dhuret se livrait à une enquête sévère sur les agissements du prévenu, enquête qui révélait que le président de la Société des Alsaciens-Lorrains avait, à l'aide de faux certificats d'origine alsacienne-lorraine, attribué cette qualité à M. Bernheim, naturalisé Suisse.

C'est alors que le capitaine Rivière se décida à lancer contre Kuentzmann un mandat d'amener, en vertu de l'article 5 de la loi de 1886 sur l'espionnage.

L'inculpé comparaitra devant le troisième conseil de guerre dans une quinzaine de jours.

LA VIE CHÈRE

On a enregistré, hier, une hausse à peu près générale sur toutes les denrées ; sur diverses catégories de viandes, augmentation de dix centimes ; pareille hausse sur les volailles. Enfin, augmentation de vingt-cinq centimes sur toutes les catégories de poissons.

VIANDE	Le kilo
Porc au feu	1,30 à 1,80
Aloyau entier	1,80 à 2,20
Veau entier	2,20 à 3,40
Epaule de veau	1,90 à 2,40
Mouton entier	2,90 à 3,10
Gigot	3,00 à 3,70
Ragout de mouton	1,60 à 2,20
Porc entier	2,60 à 3,20

POISSON	Le kilo
Cabillaud	1,25
Carrelet moyen	1,25 à 1,75
Congre	1,25 à 1,75
Rale	1,25 à 1,50
Hareng français, le cent	15,00
Maquereau	1,50 à 2,25

LEGUMES	Le kilo
Carottes, les 100 kilos	22,00 à 30,00
Navets, les 100 kilos	20,00 à 35,00
Poireaux	40,00 à 70,00
Choux, le cent	10,00 à 42,00
Pommes de terre, les 100 kil.	14,00 à 26,00
Pommes communes, les 100 k.	12,00 à 30,00

BEURRE	Le kilo
Cours moyen général	5,15

FROMAGE	Le kilo
Camembert de Normandie	98,00 à 105,00

Qui a lu l'*Œuvre* aujourd'hui la lira demain

NOUVELLES DE LA DERNIERE HEURE

Youssouf Izzedin

Youssouf Izzedin, prince-héritier de Turquie, ne sera ni sultan, ni commandeur des croyants, ni maréchal honoraire de l'armée de Guillaume, car il a cessé d'être. Il a rendu l'âme en son palais de Zingirli-Koyou, le mardi 1^{er} février, à sept heures et demie du matin et sa mort a été volontaire, ce qui signifie qu'il s'est suicidé. Mais cette expression n'a pas le même sens en turc qu'en français, parce qu'il est très rare qu'un prince turc accomplisse tout seul l'acte qu'on nomme suicide.

Pourtant, la dépêche ne manque pas de précision. Elle nous dit la manière : il s'est ouvert les veines du bras gauche. Elle nous dit l'heure et la minute : 7 heures 30, par où l'on voit que le officier (ou les officiers) se tenaient à proximité. Elle nous dit, enfin, que l'autopsie a été faite, et un rapport rédigé, et que le rapport a été signé par les médecins les plus éminents de Constantinople, ce qui prouve avec éclat que la Turquie tient déjà un bon rang dans la Kultur : autopsie, rapport, médecins éminents ; on se croirait à Vienne.

Mais la dépêche ajoute que le suicide est imputé à une maladie dont le prince souffrait depuis quelque temps ». Là, nous cessons d'être d'accord avec le télégraphe.

Aussi vieille que lui, aussi vieille que le sultanat, aussi vieille que le fait hédou qui s'appelle l'existence de la Turquie, cette maladie menaçait Youssouf Izzedin depuis l'instant où il fut prince turc, c'est-à-dire depuis l'instant de sa naissance : c'est l'égoïsme, l'étrangement, l'empoisonnement, en un mot l'assassinat adopté comme procédé gouvernemental.

Cela fut et cela est : le seul changement introduit est l'autopsie suivie de rapport avec « signature des médecins les plus éminents », c'est-à-dire un léger badigeonnage de Kultur sur l'indestructible barbarie. — ACHILLE PLISTA.

M. Goremykine démissionnaire

On annonce officiellement de Pétersbourg que M. Goremykine, président du conseil, a donné sa démission pour raison d'âge et de santé. Le tsar a accepté sa démission et a nommé conseiller privé actuel (c'est-à-dire effectif) de première classe. Le titre de comte lui sera prochainement décerné par décret spécial.

Son successeur est M. Sturmer, attaché aux offices autiques en qualité de maître de la cour. M. Sturmer appartient à la même école politique que M. Goremykine. Il est donc possible que l'information officielle soit dans le vrai en assurant qu'il ne s'agit que d'un changement de personnes dont la cause unique est la santé affaiblie du président sortant.

Effectivement, le nouveau président du conseil a fait au *Novoïe Vrémia* les déclarations suivantes : « Aucune proposition de paix séparée ne pourra résoudre les grands problèmes qui ont surgi devant les nations à la suite de la conflagration mondiale actuelle. Ceux qui parlent de l'épuisement financier et économique de la Russie me paraissent comiques, car le peuple russe et la Russie ne peuvent être ni épuisés, ni vaincus. »

M. Sturmer a ajouté que sa politique s'inspire avant tout d'une idée unique : mener la guerre à bonne fin.

La patiente Helvétie

Genève, 2 février. — Le commandant de la batterie allemande qui, dimanche, avait envoyé des obus sur le territoire suisse près de Porrentruy, est venu hier à la frontière présenter ses excuses aux autorités militaires suisses.

C'est la septième fois depuis le début de la guerre que l'Allemagne se met dans le cas d'offrir des excuses à la République helvétique à la suite d'incidents analogues.

Odyssée d'un navire anglais

L'« Appam » retrouvé

Il y a quelques jours, une dépêche annonçait qu'on était inquiet du sort de l'Appam, vapeur anglais, parti de Dakar le 12 janvier et attendu à Liverpool, où il aurait dû être arrivé depuis une douzaine de jours. Quarante-huit heures plus tard, un autre vapeur anglais, le *Tregantle*, arrivé à Hull le 26, rapportait qu'il avait rencontré, non loin de Madère, un cargo de sauvetage avarié qui portait l'inscription : « Vapeur Appam ». Dès lors, les espérances s'évanouirent et l'Appam passa pour perdu, comme tant d'autres.

Or, on apprend qu'il est arrivé, le 1^{er} février, au large d'Old Point, aux Etats-Unis, battant pavillon de guerre allemand, et non pavillon commercial, en d'autres termes, métamorphosé en navire allemand, comme prise de guerre allemande, ce qui se serait effectué dans les circonstances très étranges que voici, exposées par le *Daily Mail* :

La capture

L'Appam a été capturé par un vapeur armé allemand, non par un sous-marin, ainsi qu'il avait été dit d'abord.

Suivant les récits des passagers, le 15 janvier au matin, un navire inconnu s'approcha très près du paquebot et tira deux coups sur l'avant. L'Appam, supposant que le navire étranger était un pirate, tira deux coups de canon sans effet. Les canots de sauvetage furent mis à la mer, et l'un d'eux fut écrasé entre les deux navires (c'est probablement celui qui fut retrouvé par le *Tregantle*). Un détachement du navire allemand monta sur le pont de l'Appam, dont le commandant, le capitaine Harrison, comprenant que toute résistance était inutile, se rendit. Un lieutenant allemand, nommé Berg, vint alors à bord avec un équipage de prise de vingt-deux hommes.

Le corsaire allemand disparut après avoir mis à bord un grand nombre de prisonniers capturés sur sept navires anglais différents. Pendant le voyage à travers l'Atlantique, l'Appam fut utilisé comme croiseur auxiliaire allemand et, dans cette fonction nouvelle, autrement dit, pirate à son tour, il aurait capturé deux navires.

Qui est M. Berg ?

Voilà donc l'Appam à Old Point, à 14 lieues de Norfolk.

Dès son arrivée, le lieutenant Berg descendit à terre pour communiquer avec M. von Shilling, consul allemand à Norfolk. Un peu plus tard, il envoya au comte Bernstorff la dépêche suivante :

« Ai l'honneur de faire savoir que je suis arrivé à Hampton Roads avec le vaisseau de prise Appam, paquebot britannique, et j'ai à bord 400 passagers, dont le gouverneur de Sierra-Léone, beaucoup de sacs de courrier et 300 tonnes de marchandises. »

Les 400 passagers (exactement 425) dont parle le lieutenant Berg sont ceux que l'Appam avait à bord, plus 135 que le mystérieux navire agresseur lui a repassés avec le nommé Berg et son équipage de prise.

Mais l'ambassadeur d'Allemagne à Washington déclare n'avoir jamais entendu parler du lieutenant Berg, qui commande l'agresseur de l'Appam. Berg refuse de dire son vrai nom.

Exploits du corsaire

Quant au navire agresseur, Berg soutient que c'était le *Merve* (*Mouette*) et il raconte ce qui suit de ses exploits :

L'Appam a été capturé à 60 milles au nord de Madère le 16 janvier.

Le 17 janvier, le *Merve* a rencontré le *Clan-Mactavish*, l'a attaqué et l'a coulé après un combat acharné ; 15 marins de l'équipage du *Clan-Mactavish* ont été tués. L'Appam est revenu pour sauver quatre hommes de l'équipage tombés à la mer. Le commandant du *Merve* a donné alors l'ordre à Berg de prendre la route de l'Amérique.

Le 10 janvier, le *Merve* avait coulé le *Farrington*, puis il avait mis un équipage de prise à bord du charbonnier *Corbridge* ; enfin, le 13 janvier, il avait coulé les trois navires *Dromonby*, *Author* et *Trader*, et le 15 janvier, le navire français de Bordeaux, *Ariadne*, transportant du grain. Berg affirme que l'Appam ne portait pas de canons ; le *Merve* s'approcha, arborant l'Union Jack et faisant les saluts d'usage. Quand il fut près de l'Appam, il hissa le drapeau alle-

mand et fit tomber son faux gaillard d'avant.

Pendant la traversée vers l'Amérique, l'Appam continua à battre pavillon anglais jusqu'à son arrivée dans les eaux américaines. Les provisions furent à peine suffisantes pour terminer le voyage.

Où les sages s'embarassent

Plusieurs questions de droit se posent concernant la situation juridique de l'Appam, prise de guerre, dans le port d'un Etat neutre, ainsi que celle des personnes se trouvant à bord.

Ainsi, les autorités américaines sont informées que l'Appam avait des prisonniers de guerre à bord et que ce sont probablement des prisonniers allemands faits par les Alleés au Cameroun.

Le cas a été soumis au département d'Etat qui aura à déterminer le statut du navire.

On croit que les marins allemands préféreront être internés que de risquer d'être pris en quittant les Etats-Unis.

Si le département d'Etat reconnaît à l'Appam le caractère de navire marchand, ce navire, à la fin de la guerre, sera rendu à ses armateurs. S'il est considéré comme croiseur auxiliaire, il sera alors rendu à l'Allemagne.

D'autre part, la convention de La Haye, titre XIII, art. 21, stipule qu'une prise de guerre ne peut entrer dans un port neutre que pour raisons urgentes d'« inavigabilité », etc., etc. Mais étant donné le peu de valeur effective des chiffons de papier, il est absolument superflu de faire entrer les textes en ligne.

Vaines attaques des Autrichiens

Communiqué italien

Rome, 2 février. — Dans la vallée de Lagarina, dans la matinée du 31 janvier, l'ennemi a renouvelé avec l'aide de l'artillerie ses vaines attaques contre les positions au nord-est de Mori, tenues toujours solidement par nos troupes.

Dans la vallée de Sugana ont eu lieu des rencontres de petits détachements ; l'ennemi surpris et battu par les nôtres a été partout repoussé.

Dans la zone de Gorizia et sur le Carso, activité habituelle. Notre artillerie a atteint en plein une colonne en marche allant de Marcolini à San-Martino.

On signale une nouvelle et hardie irruption d'un de nos détachements dans un retranchement ennemi au sud-ouest de San-Martino du Carso, dans lequel on a lancé 50 bombes qui l'ont bouleversé.

MORT D'UN GÉNÉRAL ANGLAIS

Hazebroeck, 2 février. — On annonce le décès du général de brigade Hodson, de l'armée britannique, mort des suites de ses blessures.

L'AFFAIRE DU « LUSITANIA »

Amsterdam, 2 février. — Un télégramme officieux de Berlin annonce que jusqu'au 29 janvier, aucune solution n'était intervenue entre Washington et Berlin au sujet du *Lusitania*.

On a envoyé hier au comte Bernstorff des instructions télégraphiques qui permettront, on l'espère, d'arriver à un accord définitif.

Frontière fermée

Berne, 2 février. — L'Autriche a décidé la fermeture de sa frontière pour un temps non déterminé : ni les Suisses, ni les Autrichiens ne peuvent entrer en Autriche, quels que soient les motifs.

Londres, 2 février. — On mande de Milan au *Daily Telegraph* :

Des mouvements de troupes considérables se poursuivent en Autriche derrière la frontière suisse fermée aux voyageurs.

L'AFFAIRE DES COLONNES SUISSES

Genève, 2 février. — Le colonel Dubuis, de Lausanne, terminera demain son enquête sur l'affaire des colonnes. Le dossier sera envoyé sans retard à l'auditeur, le colonel Scherer.

LES RAIDS DES ZEPPELINS

A Salonique

Londres, 2 février. — Selon un correspondant du *Daily Chronicle*, le raid du zeppelin sur Salonique aurait causé la mort de 21 personnes ; 28 autres auraient été blessées.

Suivant une information complémentaire adressée également de Salonique au même journal, le zeppelin qui a jeté des bombes sur Salonique venait, semble-t-il, de la direction de la mer. Il est probable qu'il avait effectué un très large virage du Nord, afin d'éviter les points fortifiés.

On croit que ce dirigeable était parti d'un hangar situé à Uskup. L'attaque à laquelle il s'est livré n'a pas duré plus de dix minutes.

Salonique, 2 février. — Le quartier général français s'entend avec les autorités helléniques au sujet des mesures à prendre pour éviter les conséquences de nouveaux attentats de zeppelins.

Les dégâts du raid d'hier soir sont estimés à près de 5 millions.

Le nombre total actuel des victimes est de 37 personnes blessées et de 18 tuées.

Toute la presse, même germanophile, et l'opinion publique expriment leur indignation et qualifient l'attentat d'acte de piraterie.

Les Allemands n'excusent pas leurs crimes, mais ils les glorifient

Berne, 2 février. — Le *Lokal Anzeiger* pousse, à son tour, un cri de joie féroce à la nouvelle du dernier raid des zeppelins sur l'Angleterre et il va jusqu'à soutenir la thèse que c'est là une punition infligée à l'Amérique qui ravitaillait en munitions les Alliés.

« Les villes anglaises frappées par les obus tombés du haut des airs, écrit le *Lokal Anzeiger*, ont, sans exception, une grande importance militaire pour l'Angleterre. »

« La Mersey, avec ses grands docks pour la construction des vaisseaux de guerre, ne peut être ménagée. Liverpool doit être considérée comme la grande porte d'entrée pour les munitions américaines que nous avons le devoir sacré de détruire. Là aussi sont ancrés des transports chargés de blé du Canada. Toute attaque contre ces transports est justifiée, puisque l'Angleterre s'est donnée pour but d'affamer le peuple allemand. De même une attaque sur Manchester, comme centre du coton décrété contrebande de guerre par l'Angleterre, ainsi que sur Sheffield, comme centre de l'industrie de l'acier, est pleinement justifiée. »

D'autre part, la *Gazette populaire de Cologne*, organe de la trop fameuse clique des Spahn, Bachem et Erzberger, veut voir dans le raid des zeppelins sur Paris un avertissement donné aux journaux de la capitale :

« Est-il nécessaire, dit-elle, en présence des cris d'indignation de la presse française, de rappeler que Paris est une forteresse avec des forts, des casernes et des fabriques de munitions. Cette forteresse offre un but parfaitement légitime à des attaques aériennes. »

« Des non-combattants, il est vrai, en souffrent aussi, mais cela n'est qu'un accident secondaire. Nous voulons par nos raids aériens sur Paris, rappeler uniquement aux Parisiens que les Allemands sont toujours devant les portes de leur capitale et que la presse parisienne n'a aucune raison de faire des prophéties de victoire. »

[On admirera l'effronterie native avec laquelle la *Gazette* populaire ment et se dément : « Paris est une forteresse, par conséquent, un but légitime à nos attaques aériennes », et cinq lignes plus loin : « Nous voulons uniquement rappeler aux Parisiens que les Allemands sont toujours devant leurs portes. »]

Ils vont même en Hollande

Amsterdam, 1^{er} février. — Selon le *Handelsblad*, un zeppelin venant de la direction de Nieuwediep a passé au-dessus de l'île de Vlieland, disparaissant au nord-est.

Suivant des bruits qui courent à Amsterdam, un ou deux dirigeables allemands ont passé au-dessus de la ville la nuit dernière.

Amsterdam, 2 février. — Un zeppelin, ayant vraisemblablement perdu sa route à cause du brouillard, a été aperçu dans l'après-midi d'hier à cent mètres au large de l'île Ameland, volant très bas.

Les défenses côtières le canonnières, tirant plus de soixante coups dont plusieurs doivent avoir porté.

LA VISITE DES AUXILIAIRES

Un projet de loi modificatif de la loi du 17 août 1915 a été déposé, avec discussion immédiate, le 1^{er} février, sur le bureau de la Chambre par le ministre de la guerre.

Il a pour objet de mettre fin aux différentes interprétations auxquelles la loi a donné récemment lieu en ce qui concerne les visites d'auxiliaires armés.

Les visites d'auxiliaires armés d'auxiliaires, divisées en deux catégories, ne sont soumises à aucune amélioration physique, 2^o ceux dont le physique peut s'améliorer en vue d'un sage éventuel dans le service d'armes armées.

Pour opérer le classement des auxiliaires entre ces deux catégories, les commissions de réforme examineront tous les ans les listes du service auxiliaire dans un délai de trois mois, à compter, pour ceux qui sont présents, du jour de leur incorporation, et pour ceux qui ne le sont pas, du jour de leur incorporation définitive.

Les auxiliaires reconnus comme définitivement incapables au service armé ne seront plus admis à aucune visite.

Ceux qui n'auront pas été reconnus définitivement incapables seront, pour la sixième fois, contrevisités de nouveau, six mois après par la commission de réforme, qui prendra à leur égard une décision définitive.

Le général d'Amade reçoit des grands blessés

Un train de grands blessés venant d'Alsace par la Suisse est arrivé à Lyon, mardi.

Le général d'Amade, accompagné de deux autres généraux, de M. Herriot, sénateur, maire de Lyon, et de diverses personnalités de la ville a reçu nos soldats à leur descente du train et, après les avoir réunis dans le grand hall de la gare, leur a adressé une allocution émouvante et énergique :

« Mes enfants, mes chers enfants, a dit le général en s'adressant aux grands blessés, par la mission dont le gouvernement de la République m'a honoré, je ne me suis jamais senti si fier, mais devant le rayonnement de vos glorieuses blessures, je ne me suis jamais senti si humble qu'aujourd'hui ; jamais si fier, parce que, par délégation du ministre de la guerre, je vous parle au nom de la France, la France qui vous ouvre ses bras, la France qui vous presse sur son cœur, la France qui, pour vous, a une tendresse plus spéciale, une prédilection plus particulière, parce que, plus généreux de votre courage, plus prodigues de votre sang, vous avez aussi plus cruellement souffert. »

Au nom de la France, je vous embrasse. Les honneurs étaient rendus par des détachements de toutes les armes de la garnison. Une foule considérable qui stationnait aux abords de la gare a fait une chaleureuse ovation aux grands blessés rapatriés, parmi lesquels on remarquait le lieutenant-colonel Cadoffre, du 2^e colonial.

COURRIER DES THÉÂTRES

Get après-midi : A l'Opéra, 2 h. 30. *Ouverture de Balhazar*, le *Chant de la Cloche* (2^e tableau), les *Virtuosi de Mazarin*, *Rigoletto* (acte II) ; *Samson et Dalila* (acte II) ; à la Comédie-Française, 1 h. 30, *Horace* et *Lydie*, *Le Monde où l'on s'ennuie* ; Odéon, 2 h., *Phèdre*, les *Fourberies de Scapin* ; Trianon-Lyrique, 2 h. 15, *Joséphine vendue par ses sœurs*.

Porte-Saint-Martin, Gaité, Réjane, Châtelet, Bouffes-Parisiens, Palais-Royal, Apollo, Th. Sarah-Bernhardt, Gymnase et music-halls, à 2 h. 30, même spectacle que le soir.

Comédie-Française, 8 h., *Lami des femmes* ; Odéon, 8 h., *Charles II et Buckingham* ; Porte-Saint-Martin, 8 h., *Anna Karénine* ; Athénée, 8 h., *l'École des civils* ; Trianon, 8 h. 1^{re}, *Fils d'Alsace* ; Th. Sarah-Bernhardt, 8 h., *Laiglon* ; Théâtre Réjane, 8 h., *Madame Sans-Gêne* ; Châtelet, 7 h. 55, les *Exploits d'une petite Française*.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELLHOFF et ROCHE, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE »

du 3 février 1916

La Poilue

PAR Une PREMIÈRE de la rue de la Paix

TROISIÈME PARTIE II Heures d'angoisse

El s'adressant plus particulièrement à Otto : — Il avait un joli talent de peintre, d'ailleurs, ce Xénis... Puis fixant le lointain, il poursuivit : — Qu'est-il devenu encore, celui-là ? ah ! mon Dieu ! cette guerre, tout de même... Combien en restera-t-il de tous ceux qu'on a connus ?... Quels vides au retour !... Mais à point pour faire diversion aux réflexions mélancoliques, le vague-

tre arrive rouge, essoufflé, succombant sous le poids des sacs bourrés à crever. On l'entoure, on lui arrache les lettres des mains. Ceux qui n'ont rien — et ils sont nombreux — pour se donner une minute d'illusion, touchent les enveloppes qui ne leur sont pas destinées ou bien s'éloignent en détournant la tête, une larme au bout des cils.

Lina a deux lettres de Fénia qui, la sachant triste, multiplie sa correspondance.

Elle lui écrit n'importe quoi, pour la distraire, la remonter : deux ou trois lignes quelquefois.

Et toujours Lina s'isole pour déchiffrer ses lettres. Mon Dieu ! si elles lui apportaient des nouvelles de Jean, comment pourrait-elle dissimuler sa joie ?... Mais hélas ! aujourd'hui encore il n'en est pas question de Jean...

« Ma poilue, «...Tu sais, cette délicieuse petite Anglaise d'excellente famille qui est restée un mois mannequin chez Marchoff et qui te faisait tant rire en racontant ses amours, eh bien... »

« Mais au fait... peut-être vas-tu t'imaginer que j'ai quelque histoire à te raconter sur elle ?... Détrompe-toi, je ne sais même pas ce qu'elle est devenue... Je pense tout à coup à elle, parce

que le plombier qui est venu arranger le robinet de mon lavabo (mauvaise acquisition que cet appareil là, toujours il y a quelque chose à faire autour) lui ressemble étonnamment et ça m'a rappelé qu'elle était vraiment drôle lorsqu'elle disait :

« Oh moi, très sage, seulement beaucoup souvent amoureuse. Un jour, c'était d'un très vilain homme, et une autre fois d'un très joli, et j'ai bien peur d'être encore une fois amoureuse ; mais celui-là, il n'est ni très vilain, ni très joli, c'était bien triste... mais je ne suis pas encore sûre d'être amoureuse. »

« — Et quand allez-vous être fixée ? lui demandai-je cette fois-là pour dire quelque chose. »

« — Jeudi soir, dix heures dix minutes, me répondit-elle, sans hésiter. »

« — Matin ! quelle précision ! vous savez cela comme cela à une minute près ? »

« — Oh ! oui, toujours, me répondit-elle avec simplicité, toujours parce que j'ai un moyen beaucoup sûr de savoir... voilà comment je fais. Je dis au très vilain homme, ou au très joli, ou à celui qui n'est ni très laid, ni très joli, enfin à celui que je crois qu'il est le grand amour de moi : « Tel jour, vous m'invitez à prendre le thé à dix heures avec beaucoup de petits fours et de bonbons... »

« Alors, j'arrive à dix heures juste, je donne shake-hand... je m'assois et... si je mange tout de suite tous les petits fours, c'est que je ne suis pas amoureuse, mais si au contraire je ne puis pas avaler beaucoup de petits fours, c'est très grave, ça veut dire que je suis amoureuse... »

« Oh, mauvais alors, ça fait très souffrir... je suis malheureuse au moins pendant... pendant un jour et demi. »

« Essayez les petits fours, conclut-elle, vous verrez comme c'était un moyen très sûr... »

« Et voilà... au revoir, ma Poilue... »

« FÉNIA. »

La seconde lettre est très différente : « Satanée Poilue, »

« Je n'aime pas que dans trois lettres successives, tu me répètes : « Je crois à bien m'être trompée... J'étais folle... c'est un parfait soldat, etc., etc... » Oui, l'histoire que tu t'es fourrée en tête m'a toujours paru un peu rocambolesque... et pourtant, pourtant... je n'aime pas, non, je n'aime pas que tu sois rénovée du seul fait de sa présence... Tu m'avais dit de déchirer toutes les lettres qui viendraient de lui et de ne jamais même t'en parler... Pourquoi me demandes-tu aujourd'hui s'il

t'écrirait toujours ? Eh bien, non... Depuis cinq mois, plus rien ; si tu étais ici, tu le croirais mort... et sans doute se réjouirait-il d'avoir empoisonné ton existence. »

Les hommes avaient regagné la tranchée, mais une telle accalmie régnait que pour un peu ils ne se fussent pas crus en guerre... Le soleil d'avril avait séché le sol gluant, des surges renaisaient des arbres fauchés par la mitraille. De tenaces petites pâquerettes piétinées, meurtries, s'élevaient à fleurir quand même sous les pieds méchants des hommes.

« Une touffe de violettes blanches épanouies au revers d'un coteau donnait à Lina une folle envie de s'élançer hors de la tranchée pour aller voir s'il n'y avait pas quelques fleurs à glaner dans les bois sacagés, brûlés, d'alentour. Ah ! si elle eût été seule... Oui, elle avait des élan de petite fille inconsciente du danger, et une fois encore, en se palpant les jambes, les bras, elle se demandait : « Voyons, est-ce que je rêve ?... est-il possible que je sois vraiment à la guerre ?... »

(La suite à demain)